

# Les formes de résistance politique des sans-emploi

## Forms of Political Resistance by the Unemployed

### Las formas de resistencia política de los desempleados

Pascale Dufour

Numéro 39, printemps 1998

Liens personnels, liens collectifs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005094ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005094ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dufour, P. (1998). Les formes de résistance politique des sans-emploi. *Lien social et Politiques*, (39), 73–85. <https://doi.org/10.7202/005094ar>

Résumé de l'article

Le propos de cet article est d'interroger les discours de sans-emploi pris dans deux systèmes sociaux fortement contrastés (le Québec et la France), à partir du concept de formes de résistance politique. Autant dans les récits de pratiques que dans les représentations sociales de la réalité, les relations entre les populations situées hors du marché du travail et les institutions chargées de les réinsérer s'expriment sous la forme d'une résistance qui va au-delà de la débrouillardise. Quatre formes distinctes de résistance sont répertoriées, qui expriment chacune un rapport spécifique au travail, à l'État et au marché. Si le niveau individuel d'analyse nous renseigne sur l'univers cognitif des sans-emploi, il nous permet également de dégager des tendances globales. Ainsi, certaines formes de résistance politique traduisent la volonté, individuelle ou collective, de participer au changement social.

# Les formes de résistance politique des sans-emploi

Pascale Dufour

*« Dans la vie de chaque homme vient un moment où pour dire simplement : ceci est noir et ceci est blanc, il faut payer très cher. Ce peut être le prix de la vie. À ce moment, le problème principal n'est pas de connaître le prix à payer, mais de savoir si le blanc est blanc et le noir noir. Pour cela, il faut garder une conscience. » Adam Michnik, 1984, lettre du prisonnier au ministre de l'Intérieur de Varsovie.*

Cet article émane d'une recherche plus large ayant pour ambition de comprendre le rapport des personnes sans emploi à la sphère du non-travail<sup>1</sup>. Nous avons fait le pari de considérer le non-travail comme un objet d'étude à part entière, un processus social qui met en jeu non seulement les individus sans emploi, mais également de multiples acteurs sociaux (des fonctionnaires chargés de verser des prestations, des employeurs poten-

tiels, des banquiers, des propriétaires, des voisins). La matière première de la recherche est constituée d'entrevues semi-directives effectuées dans deux sociétés (la France et le Québec) où le contexte socio-économique et culturel est fortement contrasté<sup>2</sup>. En fin de parcours, les discours recueillis devaient permettre de voir si, en l'absence de travail, il y avait, ou non, substitution à l'identité professionnelle par construction de formes identitaires alternatives. En bref, il s'agissait de répondre à la question générale suivante : le non-travail, défini généralement en

creux, par ses manques, peut-il être autre chose que l'absence d'un statut social de travailleur ?

À ce questionnement initial, somme toute très sociologique, se substitue une réponse qui intéresse beaucoup plus la science politique et qui, du coup, se distingue des études réalisées depuis quelques années sur le quotidien des exclus<sup>3</sup>. Il apparaît, à l'analyse, que le non-travail correspond, pour certains individus, à un temps social plein qui permet la construction de formes identitaires alternatives à l'identité professionnelle traditionnelle<sup>4</sup>. Afin d'explicitier la

formation de ces processus identitaires, nous analysons l'ensemble des récits à partir du concept de formes de résistance politique. Autant dans les récits de pratiques que dans les représentations sociales de la réalité, la relation entre les populations situées hors du marché du travail et l'État (ou ses organismes chargés de les réinsérer) ou le marché s'exprime sous la forme d'une résistance qui va au-delà des modes sociaux de débrouillardise. Le processus de résistance à l'œuvre est perceptible au niveau individuel, mais également au niveau collectif. En ce sens, il témoigne, selon nous, de la construction de nouvelles formes de relations entre l'État, le marché et la société.

Avant de présenter les quatre formes de résistance politique répertoriées, il nous faut préciser l'angle d'analyse privilégié, puis situer la résistance dans l'univers de recherche consacré aux sans-emploi.

### Le concept de résistance politique

Pour rendre compte de la dimension politique des comportements des sans-emploi, il est nécessaire de faire appel à des outils conceptuels différents de ceux proposés par le champ de l'action collective. James C. Scott utilise le concept de «résistance quoti-



dienne » pour désigner les comportements politiques des classes sociales inférieures, notamment lors des révoltes paysannes<sup>5</sup>.

En qualifiant politiquement la résistance quotidienne des groupes subordonnés qu'il analyse, Scott introduit une distinction entre ce qui permet de mieux supporter le quotidien, au niveau matériel, ce qu'on peut appeler la débrouillardise sociale<sup>6</sup>, et ce qui remet en cause le fonctionnement des structures de base de la société. Dans cette perspective, la résistance devient un acte politique, même si elle ne se traduit pas en action (le fait de penser contre le système dominant), non seulement parce qu'elle vise les acteurs ou le système dominant qui détient le pouvoir mais aussi parce que c'est une résistance guidée et justifiée par des principes politiques. En termes rawlsien, ce sont les principes de justice régulant les institutions politiques qui sont visés. La résistance ne peut être fondée uniquement sur des intérêts personnels, elle est initiée par un sentiment d'injustice qui réfère au sens commun des principes de justice.

Retenons des analyses de Scott que le qualificatif de politique implique un rapport aux institutions et l'impact potentiel de cette résistance sur le fonctionnement de ces mêmes institutions, mais il

implique également un positionnement des individus par rapport à un système politique global. Dans cette perspective, les formes de résistance créent des espaces de paroles et de conflits qui peuvent être interprétés comme des espaces d'action politique, des espaces d'auto-gouvernement qui se créent en marge, en parallèle ou à l'intérieur du système existant.

La résistance politique est, ici, un concept interprétatif permettant d'expliquer les formes identitaires construites par les individus en situation de non-travail. Les discours recueillis comportent des représentations sociales de la réalité et des récits de pratiques. Ainsi, un récit n'est ni un recueil d'informations factuelles, ni un discours, mais les deux à la fois<sup>7</sup>. Par conséquent, nous considérons les formes de résistance politique des sans-emploi comme : l'ensemble des actes matériels ou idéologiques (traduits par des représentations sociales de la réalité) qui entrent en conflit avec les normes dominantes (lois, valeurs) régissant la vie sociale. Ces actes sont accomplis au nom d'une morale politique et ils ont pour conséquence, voulue ou non, la remise en cause, partielle ou globale, du système dominant.

L'image standard de «l'exclu», très en vogue depuis quelques années, apparaît en porte-à-faux, voire en contradiction, avec l'idée de sans-emploi résistant politiquement à sa situation. Est-ce à dire que le phénomène social de l'exclusion est une illusion de l'esprit scientifique qui voit des victimes là où se trouvent, de fait, des combattants, des révolutionnaires en puissance? Au-delà de cette controverse caricaturale, nous proposons de considérer les sans-emploi comme de véritables acteurs, même s'ils agissent au sein d'un environnement social fortement déterminant, avec des ressources faibles à leur disposition.



### Le traitement socio-politique des sans-emploi

Depuis le début des années 1980 en Europe, et un peu plus tard en Amérique du Nord, la littérature portant sur le problème des sans-emploi est (re)devenue surabondante. Que ce soit à partir d'un questionnement sur la pauvreté, la nouvelle pauvreté, le chômage, le chômage de longue durée, l'insertion et (ou) l'exclusion, toute une littérature s'est développée pour appréhender ce « nouveau phénomène ». Non seulement le « problème social » en question est polymorphe et, de ce fait, difficile à saisir, mais il est traité en fonction de problématiques multiples sans qu'il y ait de champ scientifique clair auquel le rattacher. Plutôt que de proposer une revue exhaustive des travaux, nous choisissons de présenter les conceptions dominantes des sans-emploi dans la littérature.

Seules les recherches qui s'attachent à trouver les causes du chômage traitent directement des sans-emploi. Les études compréhensives et qualitatives, qui nous concernent ici, englobent généralement l'absence de travail dans une problématique plus large faisant appel aux notions de pauvreté et (ou) d'exclusion. Dans les études quali-

tatives, en sociologie et en travail social notamment, deux attitudes dominantes semblent prévaloir à l'égard du pauvre<sup>8</sup> : une attitude de proximité et une attitude de distance.

Historiquement, l'attitude de proximité consiste à voir dans le pauvre un être porteur de vertus auquel on s'identifie. Que ce soit par la volonté de Dieu ou par amour du prochain, ce pauvre mérite le secours, sous forme de charité privée, puis publique. Le discours s'est aujourd'hui transformé. Dans un monde laïcisé le pauvre sans emploi est devenu victime de forces sociales et de déterminismes qui le dépassent ; la charité privée a été remplacée par les systèmes de protection sociale des États dits de providence. Une partie importante de la littérature qui traite des exclus et de leur insertion s'inscrit dans cette logique. Une première position analytique consiste à considérer les exclus comme des personnes rejetées en dehors du système social. L'univers de référence est alors celui d'un monde bipolaire où « la fracture sociale » sépare les *in* des *out*<sup>9</sup>. Dans ce schéma, l'exclu apparaît écrasé par le poids de la vie, il a de la difficulté à concevoir des projets, c'est une personne humiliée, défaite, apathique. Les concepts explicatifs utilisés font appel aux notions de précarité, de vulnérabilité, de ghettoïsation et d'isolement des personnes<sup>10</sup>.

Une deuxième position consiste non plus à s'intéresser aux attributs de la pauvreté mais à analyser les processus qui y conduisent. Dans cette perspective s'élaborent des figures complexes de disqualification<sup>11</sup>, de désinsertion<sup>12</sup> ou de désaffiliation sociale<sup>13</sup>. Ces trois approches ont en commun de tenter de comprendre comment on devient pauvre ou exclu ; c'est le processus de « chute sociale » qui est alors au cœur de l'analyse<sup>14</sup>. Le

présupposé théorique commun est que le lien social, comme élément de sens entre des individus et entre l'individu et l'État, se dissout, se défait. On peut se demander si ce processus de « déliaison » sociale n'est pas, de manière concomitante, un processus de construction-reconstruction d'autres formes de liens sociaux.

L'attitude de distance à l'égard du pauvre, pour sa part, induit une forme ou une autre de discrimination. Historiquement, le pauvre, souvent criminel, devait être encadré par les pouvoirs publics, dans une optique de préservation de l'ordre social. Aujourd'hui ce type de discours, en s'appuyant sur la logique de l'échange contractuel du traitement de la pauvreté<sup>15</sup>, met l'accent sur la responsabilité individuelle et les fautes, carences ou manques des pauvres sans emploi. Se retrouve, ici, toute une littérature qui raisonne en termes de devoirs des individus envers l'État, d'individualisation des traitements, de gestion de publics cibles<sup>16</sup>.

À côté de ces deux grands ensembles existe une autre tradition de recherche (études du milieu communautaire, littérature sur le développement local, l'économie solidaire), en plein essor, où la logique de l'échange contractuel est interprétée en termes de mobilisation des ressources personnelles et d'aide à cette mobilisation. Le pauvre est un acteur doté de ressources qui a (éventuellement) des projets, qui est inscrit dans un espace social local (le quartier ou la commune) dans lequel il peut recréer du lien social<sup>17</sup>. Dans cette perspective, ce sont les potentialités de changement social que revêtent les situations de non-travail, de pauvreté, de chômage, de marginalité qui sont mises de l'avant. L'angle de recherche se déplace et devient : en quoi les actions-réactions de la société civile au sens large peuvent-elles amener une

alternative politique et sociale ? Ces approches présupposent que le problème du chômage est un problème social global qui nécessite, pour être résolu, non pas des ajustements à la marge du système économique ou une hypothétique reprise de la croissance, mais une transformation profonde du système marchand. Cette transformation est en cours, elle a lieu en dehors des réseaux traditionnels institués par l'État providence. Cette approche « par le bas » privilégie les études microsociologiques et ethnographiques.

En poussant à l'extrême la conception du pauvre sans emploi véhiculée par ces recherches, on aboutit à l'image paradoxale du chômeur heureux, à la pointe de l'innovation sociale. Comme le souligne Simon Wuhl<sup>18</sup>, il est difficile, et même dangereux, de faire porter le poids de l'innovation et de la recherche d'alternatives à des personnes qui n'ont généralement qu'une envie, à savoir justement d'accéder au système qui les rejette<sup>19</sup>. Cependant, cette démarche à le mérite de faire sortir l'analyse des sans-emploi du carcan de « l'avant-crise ». Comparer les situations individuelles et collectives des chômeurs d'aujourd'hui à celles des travailleurs salariés d'hier ne peut qu'alimenter le sentiment de « chute », de « retour en arrière ». Considérer la sphère du non-travail

en elle-même et pour elle-même peut, en revanche, nous fournir des indices de reconstructions en cours<sup>20</sup>. En cela, le non-travail, la pauvreté et l'exclusion ne sont pas uniquement l'absence de quelque chose — une « chose » qui serait définie par une norme d'intégration plus ou moins idéalisée — mais également un facteur de changement social<sup>21</sup>.

Sans nier l'existence de processus de « chutes sociales », abondamment analysés dans la littérature, nous proposons de considérer la capacité d'adaptation de l'homme social en partant du présupposé qu'on ne peut pas vivre à long terme avec une identité définie uniquement par la négative, même si les acteurs sans emploi ne sont pas les seuls maîtres à bord<sup>22</sup>. Puisque l'absence de travail devient une réalité pour un nombre croissant de personnes et pour une durée elle aussi croissante, que se passe-t-il, concrètement, dans cette sphère ? Quel social se construit et comment se façonne-t-il ?

Le deuxième objectif consiste à étudier les sans-emploi à partir d'une perspective empruntant à la science politique. Autrement dit, est-il possible de caractériser politiquement les comportements et discours des sans-emploi ? Quand la science politique s'intéresse aux récepteurs de politiques, elle le fait sur deux modes principaux. Une première manière consiste à évaluer les dispositifs institutionnels mis en place en termes d'efficacité de mise en œuvre, par rapport à des objectifs définis *a priori*. Une deuxième approche prend la relation usager-agent de service public comme objet d'étude. En soi, ces démarches ne sont pas inintéressantes, mais elles imposent, au départ, un rapport à l'État ou à ses institutions et il n'est pas donné que, pour des populations sans représentations collectives fortes, l'État soit le lieu privilégié de la reconstruction

sociale ; il y a même fort à parier que si innovons il y a, elles ont lieu en dehors de celui-ci. Notre propos consiste donc à étudier des bénéficiaires de politiques, au-delà de leur rapport étatique, tout en cherchant ce qui pourrait être de l'ordre du politique dans leur comportement et leur discours.

### Précisions méthodologiques

Le dispositif de recherche privilégié utilise la méthode comparée définie, en particulier, par Przeworski et Teune<sup>23</sup>. La première stratégie de recherche, *Most Similar Systems Design*, consiste à choisir deux entités sociologiques — nationales ou non — qui se caractérisent par des ressemblances structurelles et à étudier, dans ces deux ensembles, les différences de relations entre des variables qui sont, elles, identiques. En revanche la seconde stratégie, appelée *Most Different Systems Design*, consiste à choisir deux ensembles structurellement distincts afin de montrer la similitude des relations qui existe entre les variables, indépendamment du contexte structurel.

Nous avons choisi le Québec et la France comme lieu d'étude dans cette perspective. En effet, les structures politiques (fédérale d'un côté, centralisée de l'autre), économiques (économie de marché libérale au Québec, économie mixte en France) et culturelles (culture nord-américaine, culture européenne) apparaissent fortement contrastées dans ces deux sociétés<sup>24</sup>. Malgré ces différences, les résultats obtenus au niveau des discours des sans-emploi sont largement similaires. Ce dispositif comparé de recherche nous permet ainsi de montrer qu'indépendamment de la société de référence, les formes de résistance politique répertoriées au niveau des sans-emploi sont identiques<sup>25</sup>.

Dans l'analyse des entrevues, nous distinguons différentes formes de résistance politique qui expriment chacune un rapport spécifique au travail, à l'État et au marché.

### Les formes de résistance politique au Québec et en France

Deux formes principales sont à distinguer : la résistance et la non-résistance.

#### *La non-résistance*

La non-résistance se définit par une caractéristique principale qui la distingue de l'ensemble des autres discours : le statut social qui est conféré aux individus sans emploi par les institutions chargées de les « traiter » est accepté, intériorisé et c'est une source d'identification. En clair, cela signifie que les personnes agissent et réagissent en conformité aux attentes du discours politique dominant.

C'est dans le rapport aux institutions que la non-résistance apparaît le plus distinctement. Au Québec, par exemple, les personnes entrent dans le jeu de l'employabilité qui leur est proposé. Elles s'attribuent généralement la responsabilité de leur situation, et vivent cette période de non-travail comme une sorte de rédemption :

J'ai perdu ma job, parce que j'avais tendance à rien faire au travail. De toute façon, j'ai jamais travaillé à l'école non plus. Il serait temps que je m'y mette. Quand t'es au BS<sup>26</sup> t'es pas fier de toi, et puis ils ont raison de te faire faire des EXTRA<sup>27</sup> ou des PAIE. Moi, j'ai jamais eu de problèmes pour travailler, j'suis pas comme certains qui font rien de la journée. J'vais pas y rester sur le BS, c'est sûr (Michel, 30 ans).

L'ensemble des démarches administratives imposées, des règles de procédure à respecter, des sanctions prévues en cas de non-conformité, sont acceptées telles quelles. Dans la non-résistance, les personnes suivent les démarches de

formation et d'emploi qui leur sont proposées et espèrent généralement retrouver un emploi rapidement. Elles sont prêtes à modifier leurs compétences et leur savoir-faire de départ pour augmenter leurs chances d'un retour sur le marché du travail, même si certaines trouvent les reconversions difficiles. La norme du marché du travail qui impose flexibilité, mobilité et rentabilité leur paraît tout à fait normale et elles ne voient aucune raison de ne pas s'y plier. Si le passage par la sécurité du revenu n'est pas valorisé en soi, il est présenté comme « un accident de parcours » qui ne peut que se régler, « un retour de bâton » sanctionnant une période de dilettantisme, « un coup de pas de chance » qui arrive à tout le monde.

Dans ce schéma, l'identification au travail salarié est très forte, les individus se présentent comme des personnes transitoirement sans emploi en recherche active d'emploi. Cependant, l'emploi recherché correspond plus à l'idée du travail à tout prix (« il faut que je travaille ») qu'à la recherche d'un emploi salarié à durée indéterminée, même si celui-ci reste l'idéal, l'objectif ultime à atteindre.

Dans la vie quotidienne, ces individus continuent à appliquer les mêmes règles de fonctionnement que pendant leur période de travail : ils ont un rythme de vie qui s'apparente à celui du travail (lever matinal, journée active, repos la fin de semaine), ils gèrent leur aide financière comme un salaire, en faisant les ajustements de niveau de vie nécessaires), et vis-à-vis de leur entourage proche, ils continuent à faire *comme* s'ils travaillaient. C'est dans le rapport aux autres que le statut de « BS » ou de « RMiste » leur pose le plus de problèmes. En effet, ils se présentent et se vivent comme des chômeurs (des individus en recherche d'emploi) et non comme des « BS »<sup>28</sup>. Ils souffrent donc à partir du moment où ils

sont identifiés comme tels par les autres. Dans ces cas de figure, la personne se sent coupable, elle a honte d'elle-même et de sa situation. On voit bien, ici, que la construction identitaire passe par un double mouvement : un mouvement d'identification à l'image dominante du chômeur et un mouvement de différenciation par rapport au groupe des prestataires de la sécurité du revenu. La forme identitaire qui résulte de ce processus est viable pour l'individu mais elle est fragilisée à partir du moment où celui-ci est identifié par les autres comme faisant partie du groupe dont il prétend se différencier.

Certains jeunes diplômés universitaires, faisant leur entrée sur le marché du travail, représentent une variante de ce profil de non-résistance. Ils acceptent les règles du jeu et cherchent l'ouverture qui leur permettra de s'insérer dans un marché du travail dont ils attendent beaucoup. En attendant cette opportunité, ils se plient aux contraintes du chômage et investissent le plus clair de leur temps dans la recherche d'emploi. À la différence de leurs aînés, ils ne véhiculent pas de culpabilité par rapport à leur situation. Ils sont jeunes et primo-demandeurs d'emploi, le passage par le non-travail est une étape devenue, pour eux, quasi obligatoire. Fort de leur formation et de leur diplôme, ils ne sont pas prêts à accepter n'importe quel emploi. Ils se conforment, en cela, à l'image que se font d'eux les agents administratifs, plutôt démunis face à cette population de jeunes diplômés. De manière encore plus marquée, ces jeunes adultes construisent leur identité par référence directe au travail (et même à la carrière) et par une différenciation forte de leur situation par rapport à celle des autres assistés sociaux<sup>29</sup>.

La non-résistance est, par conséquent, le processus par lequel certains non-travailleurs se cons-

78

truisent une identité de « travailleur en attente », correspondant, point par point, à la définition politique, juridique et statistique du chômeur, et se distinguant nettement de celle du prestataire de la sécurité du revenu. Si l'image négative associée aux programmes de sécurité du revenu et au dispositif RMI est rejetée pour soi, elle est acceptée pour les autres. Cette forme identitaire pourrait devenir problématique en cas de situation prolongée de non-travail<sup>30</sup>. D'un point de vue macrosocial, la non-résistance travaille au maintien et à la reproduction du système en place, autant au niveau du traitement politique du non-travail, qu'au niveau du fonctionnement du marché. Définis politiquement comme citoyens de seconde zone, ces sans-emploi agissent comme tels, dans l'espoir d'accéder, un jour, à l'insertion sociale et professionnelle promise, en échange de comportements caractérisant le « bon chômeur ».

### *La résistance*

Nous distinguons trois formes de résistance politique. Ces formes de résistance ont pour point commun le refus, total ou partiel, des normes ou valeurs qui régissent la vie sociale. Nous présentons successivement la résistance politique passive, la résistance politique active et la résistance politique militante.

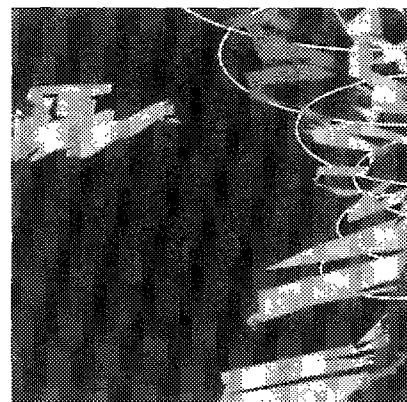
### **La résistance politique passive**

La résistance politique passive s'exprime essentiellement en termes de refus. Elle se compose à la fois d'une acceptation de la situation de non-travailleur comme d'une forme de fatalité, et d'un profond refus de cette même situation. Les sans-emploi proches de cette forme de résistance agissent en conformité avec les attentes de la société et du discours politique mais leur propre discours est marqué par une forte rébellion face à ces attentes.

La résistance est passive dans la mesure où elle se situe au niveau de la pensée. C'est une résistance idéologique et non matérielle. Dans le discours, les individus refusent non seulement de s'identifier à l'image du chômeur ou de l'assisté social que les institutions leur proposent, mais ils refusent également de se laisser dicter leur vie par les contraintes d'un marché jugé inhumain. Cette résistance se traduit par deux conséquences principales : l'une concerne la relation agent-bénéficiaire, l'autre la relation individu-marché du travail.

Les non-travailleurs sont généralement très conscients de leur manque d'emprise sur le réel et de leur manque de pouvoir. En cela, ils acceptent l'image « d'individu à problèmes » que leur envoient les institutions. Cependant, ils refusent d'être considérés comme des individus en bas de l'échelle. Ici, la résistance est avant tout un état d'esprit, une certaine manière de ne pas se soumettre, de ne pas entrer dans le jeu. Bien qu'acceptant les règles de ce jeu par obligation alimentaire ou fatalisme, ils n'en acceptent pas les principes théoriques et c'est à ce propos que l'on peut parler d'insoumission.

Pratiquement, cette insoumission se traduit par le conflit et la négociation permanente de leur statut social. Cette négociation statutaire est très présente dans la rela-



tion des individus aux agents administratifs chargés de leur dossier. Généralement en position défensive, ils exigent des agents d'être considérés avec respect et combattent toute forme de paroles ou d'actions jugées discriminantes. La suspicion dont ils sont parfois l'objet, amplifiée par la nécessité de faire la preuve systématique et continue de leur dénuement, est jugée insupportable.

Ils m'ont contrôlée, moi, deux fois à la CAF<sup>31</sup>. Et maintenant, je suis en menace de suspension. Tu vois, la première fois, il y avait mon ex-mari et mon nouvel ami à la maison alors que pour eux, je suis une femme seule avec mes enfants. Comment veux-tu leur faire comprendre ça ? Quand t'es au RMI, tu n'as plus le droit de voir des gens ou d'inviter du monde chez toi. Les contrôleurs, ils veulent même savoir avec qui tu couches (Michèle, 32 ans).

Ces personnes, qui ont tendance à se défendre verbalement et à chercher la confrontation avec leurs interlocuteurs administratifs, sont en porte-à-faux continu entre le sentiment d'injustice qui les pousse à la révolte ouverte et leur conviction de ne pas avoir les moyens de changer les choses. Cette conscience de leur position de subordination les empêche de franchir le pas qui consisterait à tricher avec le système (fausse déclaration, travail au noir).

Le deuxième type de refus de la résistance passive concerne le marché du travail. La plupart des personnes ont commencé à travailler très jeunes, de manière discontinue, pendant plusieurs années. Un jour, elles se retirent de cette succession d'emplois où prédomine l'impression de « tourner en rond ». La rupture peut se produire suite à une maladie, à un licenciement ou encore à un changement dans la situation familiale. Sciemment ou non, à un moment donné de son histoire de vie, l'individu ne veut plus du travail dit précaire. Il refuse la rémunération au salaire minimum pour des emplois physiquement difficiles et exigeants (comme dans la construction et le bâtiment) ou pour des tâches répétitives ou ennuyeuses (secrétaire) qui se présentent, généralement, sous la forme de contrats de courtes durées (1 à 3 mois). À partir de ce décrochage, le temps de non-travail est généralement utilisé, dans une première phase, pour « souffler », se reposer physiquement et moralement. Par la suite, le temps de non-travail peut devenir un temps vide, d'attente, où prédomine toujours le refus du monde du travail tel qu'il a été vécu mais où le salariat traditionnel reste l'objectif à atteindre (même s'il est lointain). Le refus d'être traité comme une marchandise (avec toute la précarité de vie que cela induit), de calquer sa vie sur les exigences du marché du travail, à un prix qui s'exprime en termes de renoncement à un certain mieux-être matériel et à la reconnaissance sociale.

La résistance passive est une position difficile à tenir, parce qu'elle se vit dans la négation et le repli sur soi. C'est pourtant dans cette négation que peut se construire une identité. En cherchant une « place sociale », les individus négocient leur identité de travailleurs face à des employeurs potentiels, et leur identité de

citoyens face à des fonctionnaires. Cependant, cette identité est problématique, parce qu'elle est basée sur le refus et qu'elle n'est jamais achevée. La confrontation aux représentations sociales dominantes ne génère pas forcément des représentations sociales alternatives et une identité positive pour l'individu. La résistance passive se situe plus dans une logique de survie, où l'obligation de se plier aux règles, si elle permet de continuer à vivre, est vécue comme un affront permanent à sa dignité.

Par l'affirmation verbale des droits politiques et sociaux fondamentaux et par le refus de cautionner une économie qui fonctionne grâce à la marchandisation des personnes, la résistance passive, si elle ne propose rien, empêche en partie l'auto-reproduction du système. Les comportements microsociologiques et micro-économiques mentionnés ne correspondent pas aux normes qui voudraient que les sans-emploi travaillent et qu'ils se plient, sans contestation, aux règles de la contrepartie des programmes sociaux. On peut concevoir qu'à terme, de telles attitudes aient un impact sur le fonctionnement du système lui-même, notamment à travers le changement des représentations dominantes à force de négociations interindividuelles<sup>32</sup>. Si la résistance passive ne conduit pas directement à une invention en termes de citoyenneté, elle représente le processus par lequel les individus dominés s'affirment comme citoyens au nom de certaines valeurs.

#### **La résistance politique active**

La résistance politique active regroupe les non-travailleurs qui refusent et combattent le système existant en créant un espace de vie en dehors de celui-ci. Ils utilisent les règles du jeu dominant afin de mener à bien leur projet personnel, généralement défini avec préci-

sion. L'exemple type de ce groupe de personnes est celui de l'artiste.

La résistance politique active implique le refus de considérer le non-travail comme une période de recherche d'emploi, comme une période de non-activité. Les personnes rencontrées avaient toute une activité à laquelle elles se consacraient à temps plein, même si celle-ci ne leur procurait pas un revenu suffisant pour vivre. Pour ces peintres, musiciens, comédiens, mais également artisans, cette activité correspond non seulement à une passion mais également à un métier.

Moi, la peinture, c'est mon métier, c'est ça que je sais faire et c'est ça que j'aime. Si la société est pas capable de faire vivre ses artistes autrement qu'avec le RMI, et bien, on va prendre ce qu'on nous donne en attendant mieux. Mais qu'on me demande pas de faire un stage de secrétariat, qu'est ce que tu veux que j'aille faire derrière un bureau ? C'est pas mon truc. Moi, je crois qu'on a tous des aptitudes différentes, et je crois qu'une société saine a besoin de gens différents qui font les choses qu'ils aiment. Le travail, c'est pas juste en baver, c'est s'épanouir dans quelque chose. Et puis, c'est utile pour la société d'avoir des artistes (Michel, 35 ans).

Si, au sein de la résistance active, les prises de position sont justifiées par référence au métier légitime exercé, le travail est, ici, plus qu'une activité ; c'est un choix de vie, une passion à laquelle les personnes consacrent tout leur temps. À terme, tous espèrent accéder à une reconnaissance sociale de leur travail, qui passe en premier lieu par une reconnaissance marchande. L'objectif de cette résistance est de sortir de l'aide gouvernementale pour vivre, de manière autonome, de son métier. Certains individus ont déjà connu l'autonomie financière dans l'exercice de leur profession. Dans ce cas, le passage par la sécurité du revenu ou le RMI est vécu comme un dépannage dans un moment dif-



80

ficile, le moyen de se « retourner », de « refaire surface ». Ce schéma n'est pas très éloigné de celui de la non-résistance du point de vue du rapport aux institutions administratives. Cependant, ici, aucune réorientation professionnelle majeure n'est envisagée, ni acceptée. D'autres personnes, qui commentent leur carrière, voient l'aide gouvernementale comme le moyen d'acquérir de l'expérience dans le domaine qui les intéresse, sans avoir à se préoccuper de travailler dans des emplois alimentaires. Même si, pour aucune d'elles, la situation de bénéficiaire n'est une situation durable et enviable, elles s'accommodent du revenu minimum, qui leur permet de ne pas « lâcher prise ».

Dans la résistance active, les sans-emploi agissent, par définition, à titre individuel et sont en confrontation, ouverte ou non, avec le système dominant. Ils ont, notamment, de la difficulté à faire accepter leur projet de vie par les agents administratifs. Dans le cas du Québec, ils sont généralement considérés comme non-participants, souffrant ainsi de la pénalité financière appliquée à cette catégorie de bénéficiaires. Pour eux, cette sanction est vécue comme une profonde injustice, dans la mesure où ils se vivent comme travailleurs en forte activité<sup>33</sup>. En France, certains artistes se voient refuser l'inscription de leur projet dans les

contrats d'insertion, les activités artistiques n'étant pas considérées comme du travail. Dans ce cas de figure, l'opposition aux normes dominantes est directe et la confrontation aux agents une question de survie et d'intégrité par rapport à son idéal. Généralement, ce type d'individu se « débrouille »<sup>34</sup> pour faire accepter un « projet-bidon », afin de conserver les droits aux prestations.

On retrouve dans cette catégorie les femmes mères de familles monoparentales qui refusent de chercher un emploi tant que leurs enfants sont en bas âge. Elles ont fait le choix d'être présentes comme mères, et s'y livrent avec la même passion que les artistes à leur art. On retrouve ici tous les ingrédients de la résistance active :

Moi, je suis pas d'accord avec mon agent. Il veut que je travaille, mais tu crois que je travaille pas avec mes deux enfants ? C'est pas possible de faire autre chose en plus et de toute façon, je veux être présente pour eux. Déjà ils ont pas de père et on n'a pas beaucoup d'argent. Au moins qu'ils aient l'affection qu'il faut et une bonne éducation. Tu vois, la génération des enfants à clefs autour du coup, je suis pas capable, je trouve pas ça normal. C'est quoi le but d'avoir des enfants dans ces conditions ? C'est ça qu'on veut comme société ? Moi j'en veux pas de ça (Aimée, 35 ans).

Toute résistance politique active implique un positionnement des individus par rapport aux normes dominantes concernant le travail mais également la société en général. Certains d'entre eux n'hésitent pas à tricher avec le système afin de mener à bien leur projet. Le travail au noir représente souvent le moyen de ce choix. Il est souvent considéré comme légitime (« Comment tu veux que j'arrive avec 350 piastres par mois ? »). Parfois, le travail au noir n'est pas justifié par la nécessité alimentaire mais par les carences du marché du travail régulier et la volonté de créer un autre rapport à l'activité :

Du travail, c'est pas ça qui manque. Je travaille tout le temps, c'est pas déclaré d'accord, mais au moins je fais les choses à ma façon. Si tu veux te déclarer, tu es obligé de respecter le règlement et alors je pourrais plus recevoir les gens chez moi. Ici, c'est plus convivial, on est entre nous, le client il aime bien ça. Si j'ouvre un magasin commercial (salon de coiffure), il viendra plus, parce que ce sera comme partout ailleurs. Moi je prends mon temps, on discute. Des fois je m'arrête pour une demi-journée, des fois je travaille tard le soir ou le dimanche. Je pourrais pas faire tout ça déclaré (Mario, 31 ans).

La résistance politique active est à la fois le refus de vivre dans un monde considéré trop dur, où le travail est uniquement synonyme de survie alimentaire, d'abrutissement personnel, de soumission à une autorité et à un système économique et politique, et la volonté de vivre quelque chose en accord avec ce qu'on est, ce à quoi l'on croit. On retrouve dans les histoires de vie une forme de morale individuelle, de principes éthiques qui se construisent et qui donnent sens à des comportements qui ne peuvent être interprétés à partir de la seule perspective rationnelle-utilitaire. Cependant, la résistance active (à la différence de la résistance participante) n'amène pas de changement dans les règles du jeu dominant.

Les coûts de la résistance active sont très élevés : salaire de survie, isolement professionnel (qui s'accompagne généralement de forts réseaux sociaux) et sentiment de stigmatisation sociale. À un niveau plus global, il apparaît que la résistance politique active détourne les prestations de leur objectif politique initial, d'aide de dernier recours. À la limite, en grossissant le trait, le RMI et la sécurité du revenu deviennent, en pratique, une forme d'allocation universelle ou de revenu de citoyenneté. Créer un temps de non-travail qui ne se vive pas en termes de manques à combler mais d'opportunités offertes (au prix

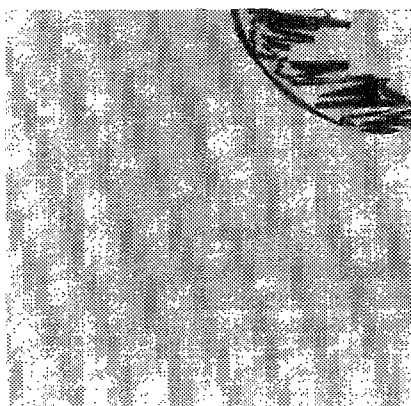
bien sûr de nombreux sacrifices) correspond de fait à l'invention d'un univers social où le rapport au travail se modifie. À la marchandisation du travail (ou de la force de travail) se substitue l'activité comme projet de vie. Ici, et contrairement à d'autres formes de résistance, non seulement la valeur travail ne disparaît pas, mais elle devient le ressort même de l'existence des individus. La déconnexion travail-salaire crée un espace où les non-travailleurs proposent une véritable « citoyenneté de métier ».

### La résistance politique participante

La résistance politique participante s'exprime par le conflit ouvert, l'engagement social et la mobilisation. Plus collective, c'est la seule résistance qui vise explicitement le changement social.

Généralement vécue en groupe, la résistance politique participante peut être l'occasion d'action collective formelle ou informelle. Certains groupes sociaux, dans la logique de la résistance active, choisissent de défendre leur métier, d'autres se situent dans une logique de défense des chômeurs. Les groupes de défense des chômeurs, relativement bien connus, développent à la fois des activités visant à défendre des droits (et notamment le droit au travail) et des actions qui visent à modifier le statut social des non-travailleurs.

Il existe cependant, à un niveau plus informel, des réseaux sociaux de sans-emploi qui sont, de fait, l'expression d'un engagement politique actif au sein de la société. Dans les quartiers est de la ville de Montréal, par exemple, des réseaux de femmes se créent sur la base de la débrouillardise quotidienne (recherche de nourriture, de vêtements pour les enfants). Ils se transforment peu à peu en véritable système d'économie solidaire, fonctionnant à un niveau local en lien ou non avec d'autres orga-



nismes plus institutionnalisés. Basée sur l'échange mutuel de services, la réciprocité (garder les enfants, faire des courses) et le don, cette économie solidaire permet non seulement l'amélioration de la vie matérielle mais également la réalisation d'activités qui, individuellement, seraient impossibles<sup>35</sup>. Ces femmes développent des trésors d'ingéniosité afin d'améliorer leur quotidien et, ce faisant, créent des pratiques sociales solidaires qui défient toute organisation marchande de l'économie. À l'opposé de l'image d'isolement social des « nouveaux pauvres », elles sont généralement impliquées bénévolement dans une ou plusieurs associations de quartier et sont très impliquées dans les écoles de leurs enfants. La plupart d'entre elles n'ont jamais travaillé si ce n'est dans des « petits boulots » occasionnels et elles ne recherchent pas d'emploi. Très actives, cependant, elles consacrent, en moyenne, 20 heures par semaine à l'organisation domestique (courses, repas, achats, ménage), en groupe ou individuellement.

Quand mon mari est parti, avec la p'tite, on n'avait jamais manqué de rien, on avait la belle vie. Mais là, c'était plus pareil. Il fallait trouver une job. J'aime pas trop ça, moi... On trouve, mais c'est loin, faut prendre l'autobus... Pis après, c'est même pas sûr qu'il va te garder à la

job... Des fois, il est pas fin le boss, si tu sais pas bien faire tout de suite, il te garde pas. Pourtant, ici, je connais tout le monde, ça fait vingt ans que j'reste dans l'bout. J'suis bien, ici, avec ma fille. C'est une coopérative alors on organise des activités, je m'occupe des personnes âgées. J'suis occupée tu sais, regarde, là, c'est des T-shirts que j'ai faits pour l'école de ma fille (Nathalie, 29 ans).

Ces femmes sont à l'aise dans une logique de bénévolat mais complètement démunies dans une logique marchande d'employeur-employé. Aucune de leurs aptitudes n'est reconnue sur le marché du travail parce que celles-ci relèvent de la sphère de la débrouillardise. Certaines d'entre elles, sous la pression de leur agent d'employabilité, finissent par accepter une formation ou un retour aux études, mais le monde du travail ne constitue pas leur référence identitaire première. En situation d'extrême pauvreté, ces femmes-mères, souvent célibataires ou divorcées, se sont construit un univers où la référence identitaire première est celle de l'engagement dans la communauté locale. D'autres femmes considèrent le bénévolat comme un véritable travail et ne comprennent pas pourquoi leur activité ne peut obtenir la reconnaissance sociale associée au travail. Généralement loin du marché du travail, du point de vue du traitement politique des non-travailleurs, ces populations sont catégorisées comme « présentant de sévères contraintes à l'embauche ». Cette stigmatisation entraîne un profond sentiment de révolte et une incompréhension de l'environnement politique et économique qui les contraint à un retrait sur la sphère communautaire.

La résistance politique participante peut permettre la construction d'une identité « militante ». Cette forme identitaire prend son sens si elle s'appuie sur une implication sociale dans un groupe ayant des liens avec les institutions dominantes (conflituelles ou de

coopération), parce qu'elle permet alors aux individus d'avoir le sentiment de participer activement au changement social. Dans ce cas de figure, elle représente une action politique directe<sup>36</sup>.

En revanche, si la forme identitaire se construit uniquement à partir d'une implication à un niveau informel, non relayée par des groupes plus institutionnalisés (comme des cuisines collectives ou des associations de quartier), elle ne permet pas aux individus d'avoir le sentiment d'une emprise directe sur le réel. Les femmes montréalaises rencontrées se construisent un espace de survie et innovent au niveau des pratiques sociales locales mais elles n'ont pas, seules, les capacités de se construire une «citoyenneté alternative», en dehors du salariat traditionnel. Elles ont une «place sociale locale», construite en réaction à la nécessité, mais non un projet de vie basé sur une valorisation théorisée des relations non marchandes. En cela, elles peuvent souffrir d'un retour forcé sur le marché du travail, notamment parce que dans le monde professionnel leur référence identitaire communautaire perd son sens. Au sein de l'univers marchand du travail c'est au contraire l'image de l'incompétence et de l'inaptitude qui leur est renvoyée.

## De la forme identitaire à la forme citoyenne

L'analyse précédente reste schématique. Elle est notamment statique dans la mesure où elle rend insuffisamment compte des trajectoires de vie. Il faudrait pour les approfondir effectuer un complément de recherche longitudinale. Cependant, cette analyse montre clairement que le rapport au travail et à la vie professionnelle des non-travailleurs ne peut s'appréhender uniquement à partir de l'idée de soumission à une fatalité. Le non-travail peut aussi signifier une véritable résistance qui crée des espaces individuels et sociaux porteurs d'alternatives. Les formes de résistance mentionnées contiennent toutes, à un degré ou un autre, une dimension politique forte. L'univers cognitif des sans-emploi apparaît structuré autour de principes éthiques qui entrent en conflit avec les normes et pratiques dominantes régissant la vie sociale. Pour certains, la résistance ne sera qu'idéologique et passive (le refus de l'action), pour d'autres elle signifiera également qu'au nom de ces principes, certaines actions seront entreprises. La résistance politique passive, par exemple, remet en cause les représentations sociales dominantes du chômeur, de l'assisté social et du travailleur. Dans le processus de négociation qui s'opère au sujet des statuts sociaux avec les fonctionnaires, la résistance passive permet la construction d'une image du non-travailleur qui tient compte des besoins et des attentes des personnes.

De ce point de vue, les politiques mises en œuvre pour gérer le problème du non-travail subissent, au niveau de leur réception par les individus, de multiples transformations qui vont de la réinterprétation du sens au détournement de l'objectif initial. C'est comme si une forme de «civilisation des

politiques»<sup>37</sup> avait lieu au niveau des bénéficiaires, qui signifierait l'imposition d'une conception commune de la justice à la mise en œuvre des politiques. Ce rapport entre politiques et destinataires est rarement étudié sous l'angle de l'existence d'une communauté politique (ré)affirmant le lien social à partir de valeurs et de sens collectifs. De la même manière, le marché du travail, comme institution d'insertion ou de refoulement, est traité à travers ce «processus de civilisation», les normes de fonctionnement du marché étant elles aussi reformulées par les sans-emploi.

La résistance politique active en constitue une bonne illustration. Au lieu d'être utilisées comme des aides de dernier recours, les prestations versées deviennent des paravents sociaux et fiscaux au travail au noir, ou des allocations universelles permettant l'exercice d'une passion<sup>38</sup>. La résistance politique active regroupe des non-travailleurs en activité constante qui utilisent l'aide gouvernementale pour échapper à la logique du marché. Pour ces gens, très stigmatisés socialement (que l'on pense à l'image de l'artiste ou à celle du travailleur au noir), la résistance active permet la construction d'un univers parallèle à la norme légale où l'épanouissement personnel et le refus de la marchandisation des travailleurs prennent le pas sur les considérations matérielles immédiates.

En ce sens, la résistance évoquée est doublement politique : elle exprime les actes politiques des individus en position de subordination, mais elle exprime aussi l'existence de valeurs collectives et d'un sens commun. Si l'on entend par citoyenneté la participation des individus à la vie en société, la résistance politique participante est la forme de résistance la plus directement génératrice d'une citoyenneté

neté alternative. Parce que son action est plus visiblement collective, elle remet en cause le modèle dominant de citoyenneté basé sur l'occupation régulière d'un emploi traditionnel. En dénonçant, publiquement et activement, le sort réservé aux non-travailleurs dans la société et en revendiquant une « place sociale » pour les exclus, elle crée un véritable conflit politique dans la mesure où elle fait exister un lieu d'expression, reconnu, pour les subordonnés. Le conflit est alors possible et le débat public ouvert. La résistance politique participante peut permettre, dans sa dimension d'action collective formelle, la construction d'une identité de militant qui place le non-travailleur dans une situation d'acteur social à part entière. Le travail, comme valeur, est alors décentralisé et réinterprété au niveau de sa fonction d'utilité sociale (pour chacun et pour tous). Les relations sociales non marchandes sont mises de l'avant, et la participation de tous à la vie de la polis devient la condition du bon fonctionnement démocratique.

Considérer les sans-emploi comme des acteurs au quotidien nous a permis dans un premier temps de nous détacher de l'image du chômeur apathique et sans ressources, puis de questionner les représentations sociales dominantes qui veulent que les assistés sociaux soient potentiellement des fraudeurs à punir. En analysant les discours des sans-emploi à partir du concept de résistance politique, il est possible de faire état de comportements et de discours politiques qui ont lieu en dehors des réseaux institutionnels traditionnels. Ces récits correspondent à l'affirmation et à la construction de liens sociaux qui échappent, pour une grande part, à l'État. Évidemment, la situation de subordonnés des sans-emploi ne correspond pas, non plus, à un éden qui permettrait

seul la naissance d'alternatives politiques et sociales. Toutes les formes de résistance politique comportent un coût qui peut être, nous l'avons vu, aussi élevé que celui de la survie alimentaire. Cependant, la prise en considération des récepteurs des politiques permet d'ouvrir, en analyse de politiques publiques, une perspective de recherche jusque-là peu explorée. En effet, l'étude de la relation entre la mise en œuvre des politiques et les récepteurs est souvent prisonnière d'une conception purement individuelle des bénéficiaires. Si l'on considère les récepteurs comme représentants d'une communauté politique plus large, qui partage des valeurs et un sens commun, l'étude des populations qui ne constituent pas des groupes sociaux au sens traditionnel du terme acquiert alors un nouvel intérêt.

Pascale Dufour  
Département de science politique  
Université de Montréal

## Notes

- 1 « Non-travail » désigne ici l'ensemble des situations où une personne est sans travail rémunéré, qu'elle en recherche un ou non, à l'exception des situations de retraite, de maladie ou d'études. Les termes « non-travailleur » et « sans-emploi » sont utilisés sans distinction de sens.
- 2 Les 51 personnes rencontrées sont soit prestataires du régime de Sécurité du revenu de Québec, soit allocataires du Revenu minimum d'insertion en France.
- 3 Mentionnons notamment les travaux de Didier Demazière (1992), Robert Castel (1995), Michel Autès (1995) et Vincent de Gaulejac (1994).
- 4 Nous adoptons la perspective de Claude Dubar (1996), développée dans son ouvrage *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, 2e édition, Paris, Armand Colin.
- 5 Voir notamment ces deux dernières contributions dans Forest D. Colburn (1989) et James C. Scott (1990).
- 6 Selon les termes de Paul Grell (1993).

- 7 Alain Blanchet et al. (1985), Danielle Desmarais et Paul Grell (1986).
- 8 Nous reprenons la catégorisation présentée par Roger Bertaux dans Marc Ehrhard (1992).
- 9 Didier Fassin (1996), janvier-mars.
- 10 Danielle Laberge et Shirley Roy (1994).
- 11 Serge Paugam (1993).
- 12 Vincent de Gaulejac et Isabel Taboada Leonetti (1994).
- 13 Robert Castel (1995).
- 14 Voir l'analyse de Michel Autès (1995), automne.
- 15 Selon Roger Bertaux (*op. cit.*), la logique de l'échange contractuel est une idée exportée des politiques d'aide au développement, selon laquelle l'aide est nécessaire mais complètement inefficace si elle est extérieure aux individus qui la sollicitent ou si elle ne s'appuie pas sur la mobilisation des individus concernés.
- 16 Il s'agit essentiellement des travaux publiés par l'OCDE et des analyses portant sur les pratiques à l'égard des sans-emploi.
- 17 Voir notamment Bernard Erne et Jean-Louis Laville (1994), Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque (1995).
- 18 Simon Wuhl (1994), décembre.
- 19 Pour le cas des jeunes sans-emploi, se référer à l'ouvrage de Said Bouamama (1993).
- 20 À ce propos, voir Yves Barel, dans Christine Fabre, Michel Autès et Jacques Eloy (1990).
- 21 Robert Castel le souligne lui-même, à propos des marginaux, dans sa contribution à l'ouvrage de Serge Paugam (1996).
- 22 Sur les processus de reconstruction identitaire, voir les travaux de Didier Demazière et Claude Dubar (1996) et de Dominique Schnapper (1981 et 1994).
- 23 Adam Przeworski et Henry Teune (1970).
- 24 Pour une synthèse de ces différences quant au traitement de la pauvreté, voir François-Xavier Merrien (1994) et, à un niveau plus général, Gosta Esping-Anderson (1996).
- 25 Le matériel de recherche utilisé se présente à la fois sous la forme d'entretiens semi-directifs (la manière dont il a été recueilli) et de récits (l'histoire que racontent les personnes à propos de leur perception du non-travail). En tant que récit individuel, le discours est la construction d'un univers symbolique ayant une relative cohérence et étant, ou non, partagé par d'autres répondants. Les formes de résistance répertoriées correspondent, dans cette perspective, à des formes idéal-typiques de récits et non à un classement des individus eux-mêmes; voir Didier Demazière et Claude Dubar (1996). Les entretiens ont été menés en France et au Québec, en région urbaine. En tout,

51 personnes ont été rencontrées. Nous avons procédé à la sélection des personnes à partir du principe de la méthode boule-de-neige et le principe de saturation a déterminé le nombre d'entrevues. C'est pourquoi, dans une perspective dynamique de trajectoire individuelle, les sans-emploi peuvent cheminer d'une forme à l'autre de résistance.

- <sup>26</sup> Le BS (bien-être social) désigne les programmes de sécurité du revenu au Québec dans le langage populaire.
- <sup>27</sup> EXTRA et PAIE sont les acronymes de deux programmes d'employabilité au Québec.
- <sup>28</sup> Être un «BS» au Québec (dans les représentations dominantes) équivaut à être un fainéant, un parasite ; c'est une dénomination très péjorative. En France, on dit qu'« on est au RMI », expression qui évoque à la fois le côté honteux, répréhensible de la situation et la pauvreté matérielle dans laquelle on se trouve.
- <sup>29</sup> L'expression « assistés sociaux » est utilisée comme terme générique désignant l'image dominante des prestataires des programmes français et québécois considérés, indépendamment de la désignation juridique de ces prestataires.
- <sup>30</sup> La notion de durée n'étant pas un critère objectif, dans la mesure où cette forme identitaire de « travailleur en attente » peut se prolonger sur une période relativement longue.
- <sup>31</sup> La CAF, ou CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), est l'organisme payeur de la prestation du RMI en France et aussi l'organisme principal de contrôle.
- <sup>32</sup> Voir à ce propos l'ouvrage de Didier Demazière sur les chômeurs de longue durée (1992).
- <sup>33</sup> Soulignons que les résistants actifs consacrent généralement plus de 35 heures par semaine à leur passion.
- <sup>34</sup> Les fausses déclarations aux administrations font partie des pratiques courantes de débrouillardise.

- <sup>35</sup> Par exemple : organiser des repas collectifs, faire des goûters pour les enfants, organiser des sorties culturelles ou de loisirs entre voisins, se partager le travail pour les courses ou la recherche de vêtements afin de bénéficier des meilleurs prix.
- <sup>36</sup> Mentionnons, à titre illustratif, le cas de l'association d'artistes *Entr'art*, de Grenoble, où les mécanismes du changement social apparaissent clairement : grâce à l'appui de l'animateur local d'insertion et du coordonnateur de la Commission locale d'insertion, les artistes ont modifié l'acception dominante de l'insertion professionnelle : l'activité artistique, non rentable économiquement, est devenue une forme d'activité reconnue, soutenue et encouragée par les institutions. Ce changement sectoriel, comme exemple-type, pourrait entraîner (et a entraîné) d'autres changements dans les pratiques sociales des intervenants des localités avoisinantes.
- <sup>37</sup> Selon les termes de Philippe Warin (présentation au séminaire du CERAT, Grenoble, 1997, inédit).
- <sup>38</sup> Voir notamment le numéro spécial de la *Revue du MAUSS* sur l'allocation universelle (1996) et les travaux de Philippe Van Parijs (1992 et 1995).

## Bibliographie

- AUTÈS, M. 1995. « Genèse d'une nouvelle question sociale : l'exclusion », *Lien social et politiques-RIAC*, 34, automne.
- BAREL, Y. 1990. « L'intégration, le sens et le lien social », dans C. FABRE, M. AUTÈS et J. ÉLOY. *Agir sur le lien social en Europe*. Paris, APASSE.
- BLANCHET, A., et al. 1985. *L'Entretien dans les sciences sociales*. Paris, Dunod.
- BOISMENU, G., et J. JENSON. 1997. « La réforme de la sécurité du revenu pour les sans-emploi et la dislocation du régime de citoyenneté canadien », *Politiques et sociétés*, à paraître.
- BOUAMAMA, S. 1993. *De la galère à la citoyenneté. Les jeunes, la cité, la société*. Paris, Épi, Desclée de Brouwer.
- BOUCHARD, C., A. NOËL et V. LABRIE. 1996. *Chacun sa part*. Rapport des trois membres du Comité externe de réforme sur la sécurité du revenu. Montréal. Le Comité.
- BOURDIEU, P., dir. 1993. *La Misère du Monde*, Paris, Seuil.
- CAHEN, G., dir. 1994. *Résister : le prix du refus*. Séries morales, *Autrement*, mars.
- CASTEL, R. 1994. « La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation », *Cahiers de recherche sociologique*, 22.
- CASTEL, R. 1995. *Les Métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, PUF. Que sais-je ?
- CNAF (Caisse nationale des allocations familiales). 1993. *Question sur l'insertion dans le RMI, analyse des représentations et des pratiques*. Paris, Espaces et familles, 30.
- COLBURN, F. D., éd. 1989. *Everyday Forms of Peasant Resistance*. M. E. Sharpe, Inc.
- DEMAZIÈRE, D., et C. DUBAR. 1996. « Récits d'insertion et mondes socio-professionnels », *Travail et Emploi*, DARES, 69, avril.
- DEMAZIÈRE, D. 1992. *Le Chômage en crise ? La négociation des identités des chômeurs de longue durée*. Lille, Presses universitaires de Lille.
- DESMARAIS, D., et P. GRELL, dir. 1986. *Les Récits de vie. Théories, méthodes et trajectoires types*. Montréal, Saint-Martin.
- DUBAR, C. 1996. *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, deuxième édition. Paris, Armand Colin.
- EHRHARD, M., dir. 1992. *Politiques et pratiques sociales en Europe. Valeurs et modèles institutionnels*. Collection Forum de l'IFRAS, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- EME, B., et J.-L. LAVILLE, dir. 1994. *Cohésion sociale et emploi*. Paris, Desclée de Brouwer.
- FASSIN, D. 1996. « Figures contemporaines de la pauvreté urbaine », *Revue française de sociologie*, 37, 1, janvier-mars.
- GALLIE, D., C. MARSH et V. CAROLYN, éd. 1994. *Social Change and the Experience of Unemployment*. Oxford, Oxford University Press.
- GAULEJAC, V. de. 1994. *La Lutte des places. Insertion et désinsertion*. Marseille, Épi, Hommes et Perspectives.
- GRELL, P., et A. WERT. 1993. *Héros obscurs de la précarité. Des sans-travail se racontent, des sociologues analysent*. Montréal, Logiques sociales, l'Harmattan.
- HARRIS, P. éd. 1989. *Civil Disobedience*. Lanham, MD, University Press of America.
- KLEIN, J.-L., et B. LÉVESQUE, dir. 1995. *Contre l'exclusion, repenser l'économie*. Actes du troisième colloque de l'Association d'économie politique. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- LABERGE, D., et S. ROY. 1994. « Présentation. Marginalités et exclusions sociales : des lieux et des formes », *Cahiers de recherche sociologique*, 22.

- LESEMANN, F., et P.-J. ULYSSE. 1995. « Welfare, workfare et citoyenneté aux États-Unis », *Lien social et politiques-RIAC*, 34, automne.
- MERRIEN, F.-X., dir. 1994. *Face à la pauvreté. L'Occident et les pauvres, hier et aujourd'hui*. Paris, Éd. de l'Atelier.
- MYLES, J. 1996. « When markets fail : Social welfare in Canada and the United States », dans G. ESPING-ANDERSON. *Welfare State in Transition. National Adaptations in Global Economy*. Londres, Sage.
- NICOLE-DRANCOURT, C. 1994. « Mesurer l'insertion professionnelle », *Revue française de sociologie*, 35, 1, janvier-mars.
- NOËL, A. 1996. « La réforme de la sécurité du revenu au Québec », *Revue française des affaires sociales*, septembre.
- NOËL, A. 1995. « The politics of welfare », dans Patricia EVANS et al., dir. *Workfare : Does it Work ? Is it Fair ?* Montréal, Institut de recherche en politiques publiques.
- PAUGAM, S., dir. 1996. *L'Exclusion : l'état des savoirs*. Paris, La Découverte.
- PAUGAM, S. 1993. *La Société française et ses pauvres*. Paris, PUF.
- PAUGAM, S. 1991. *La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*. Paris, PUF.
- PRZEWORSKI, A., et H. TEUNE. 1970. *The Logic of Comparative Social Inquiry*. New York, Wiley-Interscience.
- Revue du MAUSS*. 1996. « L'allocation universelle », numéro spécial, hors-série.
- SCHNAPPER, D. 1981. *L'Épreuve du chômage*. Paris, Gallimard.
- SCHNAPPER, D. 1994. *La Communauté des citoyens : sur l'idée moderne de nation*. Paris, Gallimard.
- SCOTT, J. C. 1990. *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*. New Haven, Yale University Press.
- VAN PARIJS, P. 1995. *Sauver la solidarité*. Paris, Cerf.
- VAN PARIJS, P., éd. 1992. *Arguing for Basic Income. Ethical Foundations for a Radical Reform*. Londres, Verso.
- WUHL, S. 1994. « Quelle politique d'insertion pour quel chômage ? », *Esprit*, décembre.